

(1)

(N° 64)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1920.

Proposition de loi relative à l'association des communes
dans un but d'utilité publique.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Dans l'état actuel de la législation, deux ou plusieurs communes n'ont pas la faculté de s'associer pour assurer le fonctionnement de leurs services publics ou en vue d'entreprises d'intérêt général.

Des exceptions à cette règle ont été établies par les lois suivantes :

1° Loi du 11 septembre 1895 autorisant le Gouvernement à approuver les statuts de la « Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles » ;

2° Loi du 6 août 1897 relative à l'organisation d'établissements hospitaliers intercommunaux ;

3° Loi du 1^{er} juillet 1899 concernant les associations de communes et de provinces pour l'exploitation de chemins de fer vicinaux ;

4° Loi du 18 août 1907 relative aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau.

L'Exposé des motifs de cette dernière loi porte notamment ce qui suit :

« Bien d'autres services locaux sont susceptibles d'être réunis entre communes voisines soit pour leur installation, soit pour leur fonctionnement, surtout en matière sanitaire, tels les abattoirs, les services de désinfection publique, d'égouts, de nettoyage des voies, de destruction des immondices, etc. ⁽¹⁾. »

(1) Ch. des Repr., *Doc. parl.*, session de 1906-1907, p. 436.

Un projet de loi relatif à la constitution de sociétés coopératives intercommunales des magasins et transports frigorifiques, rédigé par une Commission comprenant des délégués du Ministre de l'Intérieur et du Ministre du Ravitaillement, a été déposé le 25 septembre 1919.

Un arrêté royal du 18 juin 1910 a annulé les délibérations des Conseils communaux de Lauwe et de Wevelghem, adoptant une convention pour la fourniture, par la seconde à la première, de l'éclairage public et privé. De même, un arrêté royal du 3 décembre 1910 a annulé la convention intervenue pour la fourniture de l'électricité par la ville de Bruxelles à la commune d'Ixelles. Ces deux arrêtés royaux ont donné lieu à de vives controverses au sein des Chambres législatives (Chambre des Représentants, séances des 28 et 29 juin 1911, *Annales parlementaires*, pp. 1542 et suivantes; séance du 12 avril 1912, *Annales parlementaires*, p. 1602. Sénat, séance du 19 juillet 1911, *Annales parlementaires*, pp. 377-378).

Au Sénat, le débat fut clos sur la promesse de M. Berryer, Ministre de l'Intérieur, d'étudier un projet de loi traitant spécialement des associations de communes en vue de l'exploitation de certains services publics. « Je crois que là », disait l'honorable Ministre de l'Intérieur, « est la véritable solution. »

Tous les arguments *pour* et *contre* la thèse des régies communales et l'association entre les communes ont été développés au cours de ces discussions parlementaires. Il en résulte que le Gouvernement ne reconnaissait pas aux communes les pouvoirs nécessaires pour faire des contrats en vue de l'exploitation en commun de certains de leurs services publics, ni de s'associer dans ce but. On a fait remarquer, spécialement en ce qui concerne les services de gaz et d'électricité, combien cette jurisprudence était inique en fait autant qu'illogique en droit, attendu que la loi fait aux communes une obligation d'assurer l'éclairage public.

Pendant la guerre, l'institution de sociétés coopératives intercommunales s'est imposée impérieusement pour faire face aux besoins de la population civile. Dominés par les circonstances et nonobstant l'occupation ennemie, qui s'était investie de tous les pouvoirs, les mandataires des seize communes de l'agglomération bruxelloise ne se sont pas arrêtés à la question de légalité et n'ont pas reculé devant les difficultés pratiques et financières. Successivement, ils ont constitué :

1° Le 22 février 1915, la *Société coopérative intercommunale pour le ravitaillement de l'agglomération bruxelloise*;

2° Le 12 février 1916, les *Magasins communaux de l'agglomération bruxelloise*;

3° Le 13 décembre 1916, les *Restaurants bruxellois, Société coopérative intercommunale*.

Des organismes du même genre ont fonctionné dans toutes les parties occupées du pays. Ils ont complété l'action du *Comité National de Secours et d'Alimentation*, qui ne pouvait livrer à la population belge que des produits venant de l'étranger, en procurant à cette même population des

produits indigènes et en lui facilitant ainsi les conditions d'une existence extrêmement dure.

Nous lisons à ce propos dans la *Revue de l'Administration et du Droit administratif de la Belgique*, année 1919, page 418, l'appréciation que voici : « C'est un fait notoire — et d'ailleurs incontesté — que ces Sociétés coopératives intercommunales ont rendu à la population belge des services signalés. On ne met pas davantage en doute qu'il eût été difficile aux administrations communales de subvenir aux besoins de leurs administrés par un procédé qui fût à la fois plus simple et plus pratique. Dès lors, on est inévitablement amené à se demander si ce procédé, qui s'est montré si efficace pendant la guerre et dans des circonstances assurément insolites, ne pourrait pas être employé avantageusement pendant la paix et dans des circonstances redevenues normales. On est tenté, cela va sans dire, de répondre affirmativement à une semblable question et nous ajouterons, sans hésiter, que l'on aura pleinement raison. »

L'administration communale d'Anderlecht, croyant à la possibilité d'un revirement de jurisprudence en ce sens, a adressé à M. le Ministre de l'Intérieur le référé ci-après :

« Anderlecht, le 24 mai 1919.

» A Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à Bruxelles.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» Le contrat avenu entre notre commune et la Compagnie continentale pour l'éclairage, le chauffage et les usages industriels, au gaz et à l'électricité, expire le 1^{er} janvier 1920.

» Aux termes de ce contrat, pour pouvoir reprendre ce service public à la date précitée du 1^{er} janvier prochain, le Conseil communal devait notifier son intention d'exercer son droit de reprise sur le matériel d'exploitation (tuyauteries placées dans les rues, réverbères, etc.), avant le 1^{er} janvier 1918.

» C'est ce qui a été fait.

» Mais, pour que la commune soit à même d'entreprendre l'exploitation, — la guerre ne lui ayant pas permis de construire une usine ni de se pourvoir d'un outillage neuf, — il est nécessaire qu'elle passe un contrat de fourniture temporaire pour la livraison, à l'entrée de son territoire, du gaz et du courant électrique nécessaires tant pour le service public que pour la consommation des particuliers.

» Des négociations sont en cours à cette fin avec la ville de Bruxelles, qui pourrait s'engager à faire ces fournitures à la commune d'Anderlecht aux conditions les plus avantageuses et de façon qu'elle ne soit pas liée pour un trop long terme.

» Avant de signer la convention à intervenir, et qui sera soumise à l'approbation des autorités supérieures compétentes, nous avons l'honneur de vous prier, Monsieur le Ministre, de bien vouloir nous faire connaître si votre département n'y voit pas d'objection de principe.

» Un arrêté royal du 3 décembre 1910 a annulé les délibérations du Conseil communal de Bruxelles et du Conseil communal d'Ixelles approuvant une convention pour la fourniture, par la ville de Bruxelles à la commune d'Ixelles, du courant électrique nécessaire à cette dernière. Cet arrêté est motivé comme il suit :

» « La convention par laquelle une ville s'engage à fournir à une commune voisine, sur le territoire de cette dernière, toute l'énergie électrique dont celle-ci pourrait avoir besoin, sauf certaines restrictions nettement déterminées, et par laquelle elle se charge d'autres fournitures accessoires *et assume diverses responsabilités, à encourir par elle, sur le territoire de ladite commune*, ne présente pour cette ville et pour ses habitants aucun intérêt communal direct et précis. »

» Dans notre cas, la ville de Bruxelles n'assumerait aucun service sur notre territoire et n'encourrait aucune espèce de responsabilité; elle se bornerait à livrer le gaz et le courant électrique à l'entrée de notre commune, qui confine à son territoire, et c'est notre administration qui exploiterait exclusivement ce service public.

» L'arrêté royal précité du 3 décembre 1910 ajoute cet autre considérant :

» « D'autre part, si les intérêts connexes existant entre les communes limitrophes, spécialement dans les grandes agglomérations, peuvent être allégués par les partisans de l'extension des mesures législatives, autorisant et réglementant les associations entre communes, pour l'organisation en commun et l'exploitation plus rationnelle et plus économique de certains services publics, ils ne sauraient, sous l'empire de la législation existante, justifier la convention ci-dessus définie. »

» Vous ne l'ignorez pas, Monsieur le Ministre, cet arrêté royal et un autre analogue en date du 18 juin 1910, annulant les délibérations des Conseils communaux de Lauwe et de Wevelghem adoptant une convention pour la fourniture par la seconde commune à la première de l'éclairage public et privé, ont fait l'objet de vives critiques au sein des Chambres législatives (voir Chambre des Représentants, séance du 29 juin 1911, *Annales parlementaires*, pp. 1554 à 1557, et séance du 12 avril 1912, *Annales parlementaires*, pp. 1602 et suivantes), et votre prédécesseur, M. Berryer, avait promis d'aviser aux mesures à prendre en faveur des communes et dans l'intérêt public.

» Vu les nécessités du moment et étant donné la situation créée par la guerre aux communes, le Conseil communal d'Anderlecht, d'accord avec les administrateurs de la ville de Bruxelles, pense, Monsieur le Ministre, que vous ne persisterez pas dans la jurisprudence de votre Département, établie

suivant les arrêtés royaux prérappelés, et il nous a chargé de vous demander si nos négociations avec la ville de Bruxelles peuvent être poussées jusqu'au bout pour la conclusion d'un contrat de fourniture, à l'entrée de notre territoire, du gaz et du courant électrique nécessaires à l'exploitation par la commune, à partir du 1^{er} janvier prochain, date de l'expiration de la concession, du service public dont il s'agit, sans qu'il y ait à appréhender les précédents de 1910.

» Nous vous saurons gré, Monsieur le Ministre, de bien vouloir nous honorer d'une réponse à bref délai et nous vous prions d'agréer, avec nos remerciements anticipés, l'assurance de notre considération distinguée.

» Par le Collège :

» *Le Secrétaire communal,*

» P. BIDDAER.

» *Le Collège,*

» L. CRICKX. »

M. le Baron de Broqueville a fait répondre en ce sens :

« Bruxelles, le 18 juin 1919.

» *Au Collège des Bourgmestre et Échevins d'Anderlecht.*

» MESSIEURS,

» Par lettre du 24 du mois de mai dernier, secrétariat, n° 10319, votre administration s'est adressée au Département de l'Intérieur à l'effet de savoir s'il n'y a pas d'objection de principe à ce que la commune passe un contrat avec la ville de Bruxelles pour la livraison à l'entrée de son territoire du gaz et du courant électrique nécessaires pour le service public et la consommation des particuliers.

» M. le Ministre de l'Intérieur me prie de vous faire observer qu'aucune disposition légale n'est intervenue pour autoriser les fournitures de l'espèce et que, dans ces conditions, les considérations d'ordre juridique qui ont motivé l'arrêté du 5 décembre 1910, relatif à Ixelles et à Bruxelles, ainsi que l'arrêté du 3 juin 1910, annulant les délibérations des Conseils communaux de Lauwe et de Wevelghem, restent debout.

» Dans l'état actuel de la législation, M. le Ministre de l'Intérieur ne pourrait donc, Messieurs, donner son adhésion à la convention projetée entre votre commune et la ville de Bruxelles

» *Le Gouverneur,*

» E. BECO. »

D'un autre côté, M. le Gouverneur du Brabant a fait parvenir au Collège des Bourgmestre et Échevins de Schaerbeek la lettre comminatoire dont la teneur suit :

« Bruxelles, le 5 juillet 1910.

» MESSIEURS,

» La Société Bruxelloise d'Électricité me signale qu'à partir du 15 de ce mois, votre commune recevrait, de la ville de Bruxelles, le courant électrique qui lui est nécessaire, en application d'une convention, qui aura déjà été ratifiée par le Conseil communal.

» Je désirerais donc savoir, d'urgence, si le fait signalé est exact et, dans l'affirmative, je vous prierais, Messieurs, de vouloir bien me faire parvenir, avec les décisions qui auraient été prises à cet égard, le texte de ladite convention, afin que je puisse m'assurer de sa légalité.

» Je crois devoir vous faire observer, Messieurs, que, par arrêté royal du 3 décembre 1910, les délibérations des Conseils communaux de Bruxelles et d'Ixelles, visant une semblable convention, ont été annulées pour le motif que l'activité et les opérations d'une commune sont limitées par ses bornes territoriales et la spécialité de sa mission (voir *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*, tome I, pp. 76 et 77).

» Le Gouverneur,

» E. BECO. »

Il résulte surabondamment de ce qui précède que l'intervention législative se justifie pour permettre aux communes de remplir, au mieux de l'intérêt général, les différentes missions que les lois leur imposent.

Rappelons que le Conseil provincial du Brabant, dans sa session de juillet 1911, a émis, à l'unanimité, le vœu, auprès de M. le Ministre de l'Intérieur, que le Gouvernement veuille bien prendre l'initiative de saisir les Chambres, dans le plus bref délai possible, d'un projet de loi l'autorisant à approuver les actes d'union ou d'association entre communes conclus, suivant les bases édictées par les lois du 6 août 1897 et du 18 août 1907, pour l'établissement, l'exploitation ou l'extension de services comportant un objet d'utilité publique déterminé.

Tel est le but de la proposition de loi ci-annexée. Elle serait d'une application immédiate, les communes de l'agglomération bruxelloise se préoccupant de l'intercommunalisation des abattoirs et marchés publics, ainsi que d'un accord à établir entre certaines d'elles, dont les contrats de concession expirent, pour l'exploitation en commun des services du gaz et de l'électricité.

G. MELCKMANS.

Proposition de loi relative à l'association des communes dans un but d'utilité publique.

ARTICLE PREMIER.

Deux ou plusieurs communes peuvent être autorisées par le Roi, la Députation permanente entendue, à s'associer pour la création, l'extension et l'exploitation d'établissements ou de services comportant des objets d'utilité publique.

ART. 2.

Ces établissements ou services publics sont administrés par une Commission intercommunale et sont soumis, sauf dérogations par la présente loi, à toutes les dispositions légales qui régissent les communes.

ART. 3.

La composition de la Commission intercommunale est réglée par les statuts de l'association, qui seront soumis à l'approbation du Roi, après avis de la Députation permanente.

ART. 4.

Le Conseil communal de chacune des communes associées nomme et révoque les membres dont la nomination lui est attribuée.

Les règles relatives à la démission, à la déchéance, aux interdictions, aux incompatibilités, à la durée et au renou-

Wetsvoorstel betreffende de vereeniging van gemeenten tot nut van 't algemeen.

EERSTE ARTIKEL.

Twee of meer gemeenten kunnen door den Koning, nadat de Bestendige Deputatie is gehoord, gemachtigd worden zich te vereenigen tot het oprichten, uitbreiden en in bedrijf nemen van instellingen of diensten voor zaken tot nut van 't algemeen.

ART. 2.

Deze openbare instellingen of diensten worden beheerd door eene Intercommunale Commissie en zijn, behoudens de afwijkingen gesteld door deze wet, onderworpen aan al de wetsbepalingen van toepassing op de gemeenten.

ART. 3.

De samenstelling der Intercommunale Commissie wordt geregeld door de statuten der vereeniging; deze worden aan 's Konings goedkeuring onderworpen, nadat de Bestendige Deputatie haar advies heeft uitgebracht.

ART. 4.

De Gemeenteraad van elke der aangesloten gemeenten benoemt en ontslaat de leden, wier benoeming hem is opgedragen.

De regelen betreffende het ontslag, de vervallenverklaring, de ontzegging, de onvereenbaarheden, den duur en de

vellement du mandat des conseillers communaux leur sont applicables.

ART. 5.

Il est adjoint à chaque membre de la Commission intercommunale un suppléant chargé de le remplacer en cas d'empêchement ou d'absence.

Le membre titulaire empêché d'assister à une réunion de la Commission est tenu d'en avertir, en temps utile, son suppléant et de lui transmettre sa convocation. La présentation de cette pièce permettra au suppléant de prendre part aux délibérations de la Commission.

Les règles relatives à la nomination, à la démission, à la déchéance, aux interdictions, aux incompatibilités, à la révocation, ainsi qu'à la durée et au renouvellement du mandat des membres de la Commission intercommunale sont applicables aux membres suppléants.

ART. 6.

La Commission administrative intercommunale se réunira aussi souvent que de besoin.

Elle arrêtera son règlement d'ordre intérieur, sous l'approbation des communes intéressées.

ART. 7.

Le bourgmestre de chacune des communes associées peut assister, avec voix consultative, aux réunions de la Commission intercommunale.

vernieuwing van het lidmaatschap der gemeenteraden zijn op hen van toepassing.

ART. 5.

Voor elk lid der Intercommunale Commissie is er een plaatsvervanger; deze is gelast hem bij verhindering of afwezigheid te vervangen.

Het titelvoerend lid, verhinderd eene vergadering van de Commissie bij te wonen, moet zijnen plaatsvervanger tijtjds daarvan verwittigen en hem zijn oproepingsbrief overmaken. Door het voorleggen van dit stuk is de plaatsvervanger gerechtigd om aan de beraadslagingen der Commissie deel te nemen.

De regelen betreffende de benoeming, het ontslag, de vervallenverklaring, de ontzegging, de onvereinbaarheden, de afzetting, alsmede betreffende den duur en de vernieuwing van het lidmaatschap der leden van de Intercommunale Commissie, zijn van toepassing op de plaatsvervangende leden.

ART. 6.

De Intercommunale Beheerende Commissie vergadert zoo dikwijls als het noodig is.

Zij stelt haar reglement van orde vast, mits goedkeuring door de betrokken gemeenten.

ART. 7.

De burgemeester van elke der aangesloten gemeenten mag de vergaderingen der Internationale Commissie bijwonen; hij heeft er raadgevende stem.

ART. 8.

La Commission intercommunale dresse chaque année son budget et son compte des recettes et des dépenses.

Elle arrête le compte de participation de chaque commune associée.

Ces documents sont soumis à l'approbation des Conseils communaux et de la Députation permanente en même temps que les budgets et les comptes des communes associées.

ART. 9.

Les avis, approbations ou autorisations imposés par la loi doivent être donnés par les Conseils communaux intéressés dans le délai d'un mois.

Les actes soumis aux Conseils communaux en vertu du paragraphe précédent, et à l'égard desquels aucune décision n'est prise par ces collèges endéans ce délai, seront considérés comme ayant été autorisés et approuvés par eux.

En cas de désaccord entre les Conseils communaux, il est statué par la Députation permanente, sauf recours au Roi, s'il y a lieu.

ART. 10.

La Commission intercommunale a son siège dans l'une ou l'autre commune associée, suivant qu'il sera statué par le règlement d'ordre intérieur.

ART. 11.

L'arrêté royal approuvant l'association des communes peut, sur la proposition de celles-ci, en déterminer la durée.

ART. 8.

De Intercommunale Commissie maakt elk jaar hare begrooting en hare rekening van ontvangsten en uitgaven op.

Zij sluit de rekening van deelneming af van elke aangesloten gemeente.

Deze stukken worden aan de goedkeuring der Gemeenteraden en der Bestendige Deputatie onderworpen te gelijk met de begrootingen en de rekeningen der aangesloten gemeenten.

ART. 9.

De adviezen, goedkeuringen of machtigingen, opgelegd door de wet, moeten door de belanghebbende Gemeenteraden binnen éene maand gegeven worden.

De akten, die krachtens het voorgaande lid aan de Gemeenteraden zijn onderworpen en waarover door deze colleges geene beslissing wordt getroffen binnen gezegden termijn, worden geacht door hen toegelaten en goedgekeurd te zijn.

Zijn de Gemeenteraden het niet eens, dan wordt uitspraak gedaan door de Bestendige Deputatie, behoudens beroep bij den Koning, zoo er grond voor is.

ART. 10.

De Intercommunale Commissie is gevestigd in eene van de aangesloten gemeenten, zooals dit door het reglement van orde wordt bepaald.

ART. 11.

Het koninklijk besluit tot goedkeuring der vereeniging van gemeenten kan, op voorstel van deze, den duur daarvan bepalen.

Avant l'expiration du terme fixé, l'association ne peut être dissoute que du consentement de toutes les communes.

Si aucun terme n'a été fixé, l'association peut être dissoute sur la proposition de la majorité des communes.

Toutefois, qu'un terme ait été fixé ou non, l'union ne peut être dissoute que du consentement de toutes les communes, lorsque l'existence de l'établissement intercommunal est pleinement assurée.

La dissolution est prononcée par arrêté royal, la Députation permanente entendue.

ART. 12.

En cas de dissolution de l'association, ses biens sont dévolus, sous la réserve des droits des tiers, aux communes intéressées, en proportion de leur intervention pécuniaire dans la création et l'entretien des établissements intercommunaux.

Vóór het verstrijken van den bepaalden termijn kan de vereeniging slechts met de instemming van al de gemeenten ontbonden worden.

Werd geen termijn vastgesteld, dan kan de vereeniging ontbonden worden op voorstel van de meerderheid der gemeenten.

Evenwel kan de vereeniging, met of zonder vastgestelden termijn, slechts met de instemming van al de gemeenten ontbonden worden, wanneer het bestaan van de intercommunale instelling volkomen verzekerd is.

De ontbinding wordt bij koninklijk besluit uitgesproken, nadat de Bestendige Deputatie is gehoord.

ART. 12.

Bij ontbinding van de vereeniging worden hare goëderen, onder voorbehoud van de rechten van derden, aan de belanghebbende gemeenten toegerekend naar evenredigheid van hare geldelijke bijdrage in de oprichting en het onderhoud der intercommunale instellingen.

MELCKMANS.

LOUIS BERTRAND.

LÉON TROCLET.

F. ELBERS.

UYTROEVER.

VICTOR ERNEST.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1920.

Wetsvoorstel betreffende de vereeniging van gemeenten tot nut van 't algemeen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Volgens de huidige wetten staat het aan twee of meer gemeenten niet vrij, zich te vereenigen om te zorgen voor de werking van hunne openbare diensten of met het oog op ondernemingen van algemeen belang.

Van dezen regel werd afgeweken door de volgende wetten :

1° Wet van 11 September 1895, waarbij aan de Regeering machtiging wordt verleend om de statuten van de Naamlooze Vennootschap der Brusselsche Vaart en Zeehaveninrichtingen goed te keuren;

2° Wet van 6 Augustus 1897 betreffende de inrichting van verplegingsgestichten onder verscheidene gemeenten;

3° Wet van 1 Juli 1899 betreffende de vereenigingen van gemeenten en provinciën tot het in bedrijf nemen van buurtspoorwegen;

4° Wet van 18 Augustus 1907 betreffende de vereenigingen van gemeenten en van private burgers tot het aanleggen van waterleidingen.

In de Memorie van Toelichting dezer laatste wet komt, onder andere, het volgende voor :

« Talrijke andere plaatselijke diensten kunnen vereenigd worden tussen naburige gemeenten, hetzij voor hunne instelling, hetzij voor hunne werking, vooral op gezondheidsgebied, zooals de slachthuizen, de diensten van openbare ontsmetting, van riolen, van straatreiniging, van vernietiging van vuilnis, enz. (1) ».

(1) Kamerstukken, zittingsjaar 1906-1907, bl. 436.

Op 23 September 1919 werd een wetsontwerp ingediend tot oprichting van intercommunale samenwerkende vennootschappen der Koelinrichtingen en Koelvervoermiddelen, opgemaakt door eene commissie bestaande uit afgevaardigden van den Minister van Binnenlandsche Zaken en van den Minister van Bevoorrading.

Een koninklijk besluit van 18 Juni 1910 verklaarde nietig de beraadslagingen der gemeenteraden van Lauwe en Wevelghem, waarbij werd aangenomen eene overeenkomst tot het leveren van electrische verlichting door Wevelghem aan de gemeente Lauwe en dezer ingezetenen. Zoo ook heeft een koninklijk besluit van 3 December 1910 de overeenkomst nietig verklaard, gesloten tot levering der electriciteit door de stad Brussel aan de gemeente Elsene. Beide koninklijke besluiten werden druk besproken in de Wetgevende Kamers (Kamer der Volksvertegenwoordigers. Vergaderingen van 28 en 29 Juni 1911, *Annales parlementaires*, bl. 1542 en vlg.; vergadering van 12 April 1912, *Annales parlementaires*, bl. 1602. Senaat, vergadering van 19 Juli 1911, *Annales parlementaires*, bl. 377-378).

In den Senaat werd het debat gesloten nadat de heer Berryer, Minister van Binnenlandsche Zaken, beloofd had een wetsontwerp voor te bereiden, handelende voornamelijk over de vereenigingen van gemeenten tot het in bedrijf nemen van sommige openbare diensten. « Daàr, meen ik, zegde de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken, ligt de echte oplossing. »

Tijdens die parlementaire beraadslagingen werden al de beweegredenen uiteengezet voor en tegen de stelling van de gemeentebedrijven en de vereeniging tusschen de gemeenten. Daaruit volgt dat de Regeering aan de gemeenten de noodige macht niet toekende om overeenkomsten te sluiten tot het gemeenschappelijk in bedrijf nemen van sommige openbare diensten, noch om zich daartoe te vereenigen. Men deed opmerken, inzonderheid wat betreft de diensten voor gas en electriciteit, hoe zeer die rechtspraak onbillijk in feite en tevens onredematig in rechten was, vermits de wet aan de gemeenten de verplichting oplegt te zorgen voor de openbare verlichting.

Gedurende den oorlog drong de oprichting van intercommunale samenwerkende vennootschappen zich volstrekt op om te voorzien in de behoeften der burgerlijke bevolking. Onder den drang der omstandigheden en niettegenstaande de vijandelijke bezetting die zich alle machten had aangenatigd, lieten de raadsleden van de zestien gemeenten der Brusselsche agglomeratie zich niet weerhouden door de vraag der wettelijkheid en lieten zij zich niet afschrikken door de practische en financieele bezwaren. Achtereenvolgens werden door hen opgericht :

1^o Den 22ⁿ Februari 1915, *de Intercommunale Samenwerkende Vennootschap ter Bevoorrading van de Brusselsche agglomeratie*;

2^o Den 12ⁿ Februari 1916, *de Gemeentemagazijnen van de Brusselsche agglomeratie*;

3^o Den 13ⁿ December 1916, *de Brusselsche spijshuizen, Intercommunale Samenwerkende Vennootschap*.

Dergelijke instellingen hebben gewerkt in al de bezette gedeelten van het land. Zij hebben het werk van het *Nationaal Comité voor Hulp en Voeding*, dat aan de Belgische bevolking slechts waren mocht leveren, welke uit den vreemde kwamen, aangevuld door aan diezelfde bevolking inlandsche voortbrengselen te bezorgen en haar aldus de uiterst lastige levenstoestanden verdraaglijker te maken.

Hieromtrent komt in de *Revue de l'Administration et du Droit administratif de la Belgique*, jaarg. 1919, bl. 418, de volgende beoordeeling voor: « 't Is een algemeen bekend en daarenboven niet betwist feit dat die intercommunale samenwerkende vennootschappen aan de Belgische bevolking uitstekende diensten hebben bewezen. Evenmin betwist men dat het voor de gemeentebesturen lastig ware geweest, in de behoeften van hunne ingezetenen te voorzien op een meer eenvoudige en meer practische wijze. Derhalve is men onvermijdelijk er toe gebracht, de vraag te stellen of die regeling, welke zoo doeltreffend is gebleken tijdens den oorlog en in vrij buitengewone omstandigheden, niet met goed gevolg zou kunnen toegepast worden in vreedestijd en in opnieuw normaal geworden omstandigheden. Het spreekt vanzelf, dat men geneigd is op die vraag bevestigend te antwoorden en wij voegen er zonder aarzelen bij, dat men volkomen gelijk zal hebben. »

Het gemeentebestuur van Anderlecht, meenende dat de rechtspraak in dien zin kon gewijzigd zijn, richtte zich tot den Minister van Binnenlandsche Zaken in deze bewoordingen :

« Anderlecht, 24 Mei 1919.

» *Aan den heer Minister van Binnenlandsche Zaken, te Brussel.*

» MIJNHEER DE MINISTER,

» Het contract, tusschen onze gemeente en de « Compagnie continentale » gesloten voor verlichting, verwarming en industriële doeleinden, met gas en electriciteit, neemt een einde op 1 Januari 1920.

» Naar luid van dit contract, moest de Raad, om dien openbaren dienst opvoornoemden datum van 1 Januari te kunnen overnemen, zijn voornemen beteekenen zijn recht van overname op het bedrijfsmaterieel (buizen in de straten geplaatst, lantaarns, enz.) uit te oefenen vóór 1 Januari 1918.

» Dat werd gedaan.

» Doch, opdat de gemeente in staat zij het bedrijf te ondernemen — de oorlog liet haar niet toe een fabriek te bouwen, noch zich van nieuwe toestellen te voorzien — is het noodig dat zij een contract van tijdelijke levering sluitte voor levering, aan den ingang van haar grondge-

bied, van het gas en de electriche strooming die benoodigd zijn zoowel voor den openbaren dienst als voor het verbruik door private personen.

» Onderhandelingen zijn met dat doel aan den gang met de stad Brussel, die zich zou kunnen verbinden gezegde leveringen aan de gemeente Anderlecht te doen tegen de voordeeligste voorwaarden en op zulke wijze dat zij niet voor een te langen termijn gebonden zij.

» Alvorens de te sluiten overeenkomst te onderteekenen, welke aan de goedkeuring van de bevoegde hooge overheden zal onderworpen worden, hebben wij de eer, Mijnheer de Minister, U te verzoeken ons wel te willen laten weten of uw departement niets tegen het beginsel daarvan in te brengen heeft.

» Een koninklijk besluit van 3 December 1910 heeft de beraadslagingen van den gemeenteraad van Brussel en van den gemeenteraad van Elsene nietig verklaard, waarbij een overeenkomst goedgekeurd werd tot levering, door de stad Brussel aan de gemeente Elsene, van de electriche strooming welke Elsene noodig had. Dat besluit steunt op de volgende overwegingen :

« De overeenkomst, waardoor eene stad zich verbindt aan een naburige » gemeente, op het grondgebied van deze laatste, al de electriche kracht te » leveren die deze mocht noodig hebben, behoudens zekere duidelijk » bepaalde beperkingen, en waardoor zij zich belast met andere bijhooiige » leveringen en *op zich neemt verschillende verantwoordelijkheden waar-* » *aan zij zich blootstelt op het grondgebied van de andere gemeente,* levert » voor deze stad en voor hare bewoners geen rechtstreeksch en duidelijk » afgeteekend gemeentelijk belang op. »

» In ons geval zou de stad Brussel zich met geenerlei dienst op ons grondgebied belasten en zou geenerlei verantwoordelijkheid op zich nemen; zij zou er zich bij bepalen, het gas en de electriche strooming te leveren aan den ingang van onze gemeente, die aan haar grondgebied grenst, en uitsluitend door ons bestuur zou die openbare dienst in bedrijf genomen worden.

» In gezegd koninklijk besluit van 3 December 1910 komt ook nog de volgende overweging voor :

« Anderzijds, zoo de samengaande belangen, die tusschen aan elkaar » grenzende gemeenten, bijzonder in groote agglomeraties, kunnen ingeroe- » pen worden door de voorstanders van de uitbreiding der wetgevende » maatregelen, tot toelating en regeling der vereenigingen tusschen » gemeenten voor het gemeenschappelijk inrichten en voor het redematiger » en zuiniger bedrijf van sommige openbare diensten, toch zouden zij, » onder het beheer van de bestaande wetgeving, de boven bepaalde over- » eenkomst niet kunnen rechtvaardigen. »

» Het is u wel bekend, Mijnheer de Minister, dat bedoeld koninklijk besluit en een ander gelijkaardig besluit van 18 Juni 1910 tot nietigverklaring van de beraadslagingen der gemeenteraden van Lauwe en Wevel-

ghem, waardoor een overeenkomst goedgekeurd werd voor de levering, door de tweede gemeente aan de eerste, van de openbare en private verlichting, heftig bestreden werden in de Wetgevende Kamers (zie Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 29 Juni 1911, *Annales parlementaires*, blz. 1554 tot 1557, en vergadering van 12 April 1912, *Annales parlementaires*, blz. 1602 en volgende) en uw voorganger, de heer Berryer, had beloofd te onderzoeken welke middelen ten bate van de gemeenten en van het algemeen belang dienden genomen te worden.

» Wegens de huidige noodwendigheden en den toestand waarin de gemeenten door den oorlog werden gebracht, meent de gemeenteraad van Anderlecht, met de bestuurders der stad Brussel, Mijnheer de Minister, dat gij de rechtspraak van uw departement, volgens voornoemde koninklijke besluiten gevestigd, niet zult handhaven, en hij heeft ons gelast, u te vragen of onze onderhandelingen met de stad Brussel mogen doorgedreven worden tot het sluiten van een contract van levering, aan den ingang van ons grondgebied, van het gas en de elektrische strooming die benoodigd zijn voor het in bedrijf nemen van bedoelden openbaren dienst, vanaf 1 Januari aanstaande, datum waarop de concessie eindigt zonder dat men de handelingen van 1910 te vreezen heeft.

» Wij zouden u zeer verplicht zijn, Mijnheer de Minister, indien gij ons binnenkort met een antwoord vereerdet en wij bidden u, met onzen voorafgaanden dank, de betuiging van onze bijzondere hoogachting te aanvaarden.

▪ Vanwege het College :

» *De gemeentesecretaris,*

» P. BILDAER.

» *Het College,*

» L. CRICKX.

Baron de Broqueville deed antwoorden als volgt :

« Brussel, 18 Juni 1919.

» *Aan het College van Burgemeester en Schepenen van Anderlecht.*

» MIJNE HEEREN,

» Bij schrijven van 24 der maand Mei laatstleden, secretariaat n° 10319, heeft uw bestuur zich tot het Ministerie van Binnenlandsche Zaken gewend om te vernemen of er in beginsel geen bezwaar tegen bestaat, dat de gemeente eene overeenkomst met de stad Brussel zou aangaan om zich door deze de voor den openbaren dienst en het verbruik der ingezetenen vereischte gas en electrischen stroom te doen leveren tot aan den ingang van haar grondgebied.

» De Minister van Binnenlandsche Zaken verzoekt mij u te doen opmerken dat geene enkele nieuwe wetsbepaling werd ingevoerd tot toelating van soortgelijke leveringen en dat bijgevolg de juridische overwegingen, waarop steunden het besluit van 3 December 1910, betreffende Elsene en Brussel, alsmede het besluit van 3 Juni 1910 tot nietigverklaring van de beraadslagingen der gemeentebesturen van Lauwe en Wevelghem, van kracht blijven.

» Zoals de wet nu luidt, zou de Minister van Binnenlandsche Zaken onmogelijk zijne goedkeuring kunnen hechten aan de tusschen uwe gemeente en de stad Brussel ontworpen overeenkomst.

» *De Gouverneur,*

» E. BECO. »

Anderzijds deed de Gouverneur van Brabant aan het College van Burgemeester en Schepenen van Schaarbeek een dreigbrief geworden, luidende :

« Brussel, 5 Juli 1919.

» MIJNE HEEREN,

» De « Société Bruxelloise d'Électricité » meldt mij dat uwe gemeente, vanaf 15 dezer, den haar noodigen electrischen stroom ontvangen zou van de stad Brussel krachtens eene overeenkomst waarbij de gemeenteraad zich reeds zou aangesloten hebben.

» Graag zou ik dus, *zonder verwijl*, vernemen of het bekendgemaakte feit echt is en, zoo ja, zou ik u verzoeken, Mijne Heeren, mij den tekst van gemelde overeenkomst te willen overmaken met de beslissingen die dienaangaande zouden genomen geweest zijn, ten einde mij in staat te stellen de wettelijkheid daarvan te onderzoeken.

» Ik meen u te moeten doen opmerken, Mijne Heeren, dat de beraadslagingen van de gemeenteraden van Brussel en Elsene, betreffende eene gelijkaardige overeenkomst, bij koninklijk besluit van 3 December 1910 nietig verklaard werden op grond dat de werkkring en de werkzaamheden eener gemeente beperkt zijn door de grenzen van haar grondgebied en den bijzonderen aard harer opdracht. (Zie *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*, d. I, bl. 76 en 77.)

» *De Gouverneur,*

» E. BECO. »

Uit het bovenstaande blijkt ten overvloede dat de wetgever dient op te treden om de gemeenten in staat te stellen de verscheidene, haar door de wet opgelegde opdrachten te vervullen.

Laten wij in herinnering brengen dat de Provinciale Raad van Brabant, in zijnen zitting van Juli 1911, met eenparige stemmen den wensch tot den Minister van Binnenlandsche Zaken heeft gericht, dat de Regeering er toe besluite, zoo spoedig mogelijk aan de Kamers een wetsontwerp voor te leggen, waarbij hij zou gemachtigd zijn om zijne goedkeuring te hechten aan de overeenkomsten van vereeniging tusschen gemeenten, welke op de bij de wetten van 6 Augustus 1897 en 18 Augustus 1907 bepaalde grondslagen mochten gesloten worden tot het inrichten, het in bedrijf nemen of het uitbreiden van diensten tot nut van 't algemeen.

Dat is het doel van ons wetsvoorstel. De wet zou onmiddellijk kunnen toegepast worden, daar de gemeenten van de Brusselsche agglomeratie het oog hebben op het gemeenschappelijk in bedrijf nemen van de openbare slachthuizen, markten, alsmede op eene overeenkomst welke sommige onder haar, wier concessiecontracten ten einde loopen, zouden willen sluiten voor het gemeenschappelijk bedrijf der Gas- en Electriciteitsdiensten.

G. MELCKMANS.

(8)

Proposition de loi relative à l'association des communes dans un but d'utilité publique.

ARTICLE PREMIER.

Deux ou plusieurs communes peuvent être autorisées par le Roi, la Députation permanente entendue, à s'associer pour la création, l'extension et l'exploitation d'établissements ou de services comportant des objets d'utilité publique.

ART. 2.

Ces établissements ou services publics sont administrés par une Commission intercommunale et sont soumis, sauf dérogations par la présente loi, à toutes les dispositions légales qui régissent les communes.

ART. 3.

La composition de la Commission intercommunale est réglée par les statuts de l'association, qui seront soumis à l'approbation du Roi, après avis de la Députation permanente.

ART. 4.

Le Conseil communal de chacune des communes associées nomme et révoque les membres dont la nomination lui est attribuée.

Les règles relatives à la démission, à la déchéance, aux interdictions, aux incompatibilités, à la durée et au renou-

Wetsvoorstel betreffende de vereeniging van gemeenten tot nut van 't algemeen.

EERSTE ARTIKEL.

Twee of meer gemeenten kunnen door den Koning, nadat de Bestendige Deputatie is gehoord, gemachtigd worden zich te vereenigen tot het oprichten, uitbreiden en in bedrijf nemen van instellingen of diensten voor zaken tot nut van 't algemeen.

ART. 2.

Deze openbare instellingen of diensten worden beheerd door eene Intercommunale Commissie en zijn, behoudens de afwijkingen gesteld door deze wet, onderworpen aan al de wetsbepalingen van toepassing op de gemeenten.

ART. 3.

De samenstelling der Intercommunale Commissie wordt geregeld door de statuten der vereeniging; deze worden aan 's Konings goedkeuring onderworpen, nadat de Bestendige Deputatie haar advies heeft uitgebracht.

ART. 4.

De Gemeenteraad van elke der aangesloten gemeenten benoemt en ontslaat de leden, wier benoeming hem is opgedragen.

De regelen betreffende het ontslag, de vervallenverklaring, de ontzegging, de onvereenbaarheden, den duur en de

vement du mandat des conseillers communaux leur sont applicables.

ART. 5.

Il est adjoint à chaque membre de la Commission intercommunale un suppléant chargé de le remplacer en cas d'empêchement ou d'absence.

Le membre titulaire empêché d'assister à une réunion de la Commission est tenu d'en avertir, en temps utile, son suppléant et de lui transmettre sa convocation. La présentation de cette pièce permettra au suppléant de prendre part aux délibérations de la Commission.

Les règles relatives à la nomination, à la démission, à la déchéance, aux interdictions, aux incompatibilités, à la révocation, ainsi qu'à la durée et au renouvellement du mandat des membres de la Commission intercommunale sont applicables aux membres suppléants.

ART. 6.

La Commission administrative intercommunale se réunira aussi souvent que de besoin.

Elle arrêtera son règlement d'ordre intérieur, sous l'approbation des communes intéressées.

ART. 7.

Le bourgmestre de chacune des communes associées peut assister, avec voix consultative, aux réunions de la Commission intercommunale.

vernieuwing van het lidmaatschap der gemeenteraden zijn op hen van toepassing.

ART. 5.

Voor elk lid der Intercommunale Commissie is er een plaatsvervanger; deze is gelast hem bij verhindering of afwezigheid te vervangen.

Het titelvoerend lid, verhinderd eene vergadering van de Commissie bij te wonen, moet zijnen plaatsvervanger tijtjds daarvan verwittigen en hem zijn oproepingsbrief overmaken. Door het voorleggen van dit stuk is de plaatsvervanger gerechtigd om aan de beraadslagingen der Commissie deel te nemen.

De regelen betreffende de benoeming, het ontslag, de vervallenverklaring, de ontzegging, de onvereenbaarheden, de afzetting, alsmede betreffende den duur en de vernieuwing van het lidmaatschap der leden van de Intercommunale Commissie, zijn van toepassing op de plaatsvervangende leden.

ART. 6.

De Intercommunale Beheerende Commissie vergadert zoo dikwijls als het noodig is.

Zij stelt haar reglement van orde vast, mits goedkeuring door de betrokken gemeenten.

ART. 7.

De burgemeester van elke der aangesloten gemeenten mag de vergaderingen der Internationale Commissie bijwonen; hij heeft er raadgevende stem.

ART. 8.

La Commission intercommunale dresse chaque année son budget et son compte des recettes et des dépenses.

Elle arrête le compte de participation de chaque commune associée.

Ces documents sont soumis à l'approbation des Conseils communaux et de la Députation permanente en même temps que les budgets et les comptes des communes associées.

ART. 9.

Les avis, approbations ou autorisations imposés par la loi doivent être donnés par les Conseils communaux intéressés dans le délai d'un mois.

Les actes soumis aux Conseils communaux en vertu du paragraphe précédent, et à l'égard desquels aucune décision n'est prise par ces collèges endéans ce délai, seront considérés comme ayant été autorisés et approuvés par eux.

En cas de désaccord entre les Conseils communaux, il est statué par la Députation permanente, sauf recours au Roi, s'il y a lieu.

ART. 10.

La Commission intercommunale a son siège dans l'une ou l'autre commune associée, suivant qu'il sera statué par le règlement d'ordre intérieur.

ART. 11.

L'arrêté royal approuvant l'association des communes peut, sur la proposition de celles-ci, en déterminer la durée.

ART. 8.

De Intercommunale Commissie maakt elk jaar hare begrooting en hare rekening van ontvangsten en uitgaven op.

Zij sluit de rekening van deelneming af van elke aangesloten gemeente.

Deze stukken worden aan de goedkeuring der Gemeenteraden en der Bestendige Deputatie onderworpen te gelijk met de begrootingen en de rekeningen der aangesloten gemeenten.

ART. 9.

De adviezen, goedkeuringen of machtigingen, opgelegd door de wet, moeten door de belanghebbende Gemeenteraden binnen ééne maand gegeven worden.

De akten, die krachtens het voorgaande lid aan de Gemeenteraden zijn onderworpen en waarover door deze colleges geene beslissing wordt getroffen binnen gezegden termijn, worden geacht door hen toegelaten en goedgekeurd te zijn.

Zijn de Gemeenteraden het niet eens, dan wordt uitspraak gedaan door de Bestendige Deputatie, behoudens beroep bij den Koning, zoo er grond voor is.

ART. 10.

De Intercommunale Commissie is gevestigd in eene van de aangesloten gemeenten, zooals dit door het reglement van orde wordt bepaald.

ART. 11.

Het koninklijk besluit tot goedkeuring der vereeniging van gemeenten kan, op voorstel van deze, den duur daarvan bepalen.

Avant l'expiration du terme fixé, l'association ne peut être dissoute que du consentement de toutes les communes.

Si aucun terme n'a été fixé, l'association peut être dissoute sur la proposition de la majorité des communes.

Toutefois, qu'un terme ait été fixé ou non, l'union ne peut être dissoute que du consentement de toutes les communes, lorsque l'existence de l'établissement intercommunal est pleinement assurée.

La dissolution est prononcée par arrêté royal, la Députation permanente entendue.

ART. 12.

En cas de dissolution de l'association, ses biens sont dévolus, sous la réserve des droits des tiers, aux communes intéressées, en proportion de leur intervention pécuniaire dans la création et l'entretien des établissements intercommunaux.

Vóór het verstrijken van den bepaalden termijn kan de vereeniging slechts met de instemming van al de gemeenten ontbonden worden.

Werd geen termijn vastgesteld, dan kan de vereeniging ontbonden worden op voorstel van de meerderheid der gemeenten.

Evenwel kan de vereeniging, met of zonder vastgestelden termijn, slechts met de instemming van al de gemeenten ontbonden worden, wanneer het bestaan van de intercommunale instelling volkomen verzekerd is.

De ontbinding wordt bij koninklijk besluit uitgesproken, nadat de Bestendige Deputatie is gehoord.

ART. 12.

Bij ontbinding van de vereeniging worden hare goederen, onder voorbehoud van de rechten van derden, aan de belanghebbende gemeenten toegerekend naar evenredigheid van hare geldelijke bijdrage in de oprichting en het onderhoud der intercommunale instellingen.

MELCKMANS.

LOUIS BERTRAND.

LÉON TROCLET.

F. ELBERS.

UYTROEVER.

VICTOR ERNEST.